

PÉNINSULE CORÉENNE : DE CRISE EN CRISE

PAR

MARIANNE PÉRON-DOISE (*)

Le mécanisme de négociations régionales des «Pourparlers à six», mis en place à l'initiative des États-Unis en 2003 et réunissant les puissances riveraines d'Asie du Nord-Est (1), s'est révélé impuissant à enrayer le développement du programme nucléaire nord-coréen et à dissuader Pyongyang d'abandonner sa posture belligérante. Au-delà de l'impact international des essais nucléaires nord-coréens de 2006 et 2009, l'attaque sous-marine qui a coulé en 2010 la frégate sud-coréenne *Cheonan* et le bombardement de l'île de Yeonpyeong, entraînant respectivement la mort de 46 marins puis de 4 civils, ont occasionné le plus lourd bilan au passif des relations intercoréennes depuis dix ans. Les tensions militaires s'ajoutant à la crise nucléaire ont suscité une nette détérioration des relations intercoréennes et un durcissement de la posture des autres acteurs. Les États-Unis et le Japon se sont résolument rangés aux côtés de leur partenaire sud-coréen tandis que la Chine et la Russie refusaient de condamner les provocations nord-coréennes. Même si les attaques nord-coréennes s'expliquent par le souci du leadership de souder la population alors que le régime connaît une transition politique et qu'il est en proie à d'intenses difficultés économiques, la question des revendications maritimes en mer Jaune constitue un sujet de discordance récurrent et dangereux. Depuis la fin de la guerre de Corée, la délimitation des frontières maritimes entre Pyongyang et Séoul, soit le prolongement à la mer de la zone démilitarisée (*Demilitarized Zone*, DMZ) demeure un véritable enjeu stratégique au fort potentiel déstabilisant. Plusieurs incidents navals meurtriers ont déjà eu lieu dans cette zone disputée entre les deux Corées en juin 1999 et 2002. Cependant, le bombardement direct de la population civile sud-coréenne constitue une escalade inédite de la part de Pyongyang.

Pour autant, un regain d'intérêt pour le cadre multilatéral offert par les Pourparlers à six a marqué l'été 2011, conduisant à des contacts exploratoires entre délégations nord-coréenne et américaine en juillet et en octobre. A l'initiative chinoise, le présupposé des conditions préalables exigé par Washington (excuses de Pyongyang et engagement d'abandon de son pro-

(*) Senior analyste sur les questions de sécurité en Asie, chargée de cours à l'INALCO, Département des Hautes Études Internationales (France).

(1) États-Unis, Chine, Russie, Japon, Corée du Sud, Corée du Nord.

gramme nucléaire) avant toute reprise de contact est apparu quasi levé. La Russie elle-même a repris l'initiative et tente apparemment de rivaliser avec Pékin en jouant la carte de la coopération économique avec la Corée du Nord. Le déplacement inattendu de Kim Jong-il en Russie et le sommet d'Ulan-Ude en Sibérie le 26 août 2011 entre le leader nord-coréen et le président Medvedev ont remis à l'ordre du jour un ancien projet de gazoduc qui traverserait la Corée du Nord pour alimenter la Corée du Sud. Pour autant, l'effervescence diplomatique observée en Asie du Nord-Est durant une partie de l'année 2011 a difficilement masqué la réalité d'un réalignement régional dicté par l'ambiance de compétition stratégique exacerbée entre Pékin et Washington. La disparition brutale de Kim Jong-il en décembre 2011 y a ajouté une incertitude majeure.

Les mouvements de protestation populaire dans le monde arabe et la mort du colonel Kadhafi au terme d'une opération militaire de l'OTAN de huit mois ont sans nul doute pesé dans le revirement tactique et l'apparente disponibilité au dialogue exprimée par le régime nord-coréen en 2011. Celui-ci a pu se sentir à plus d'un titre isolé et menacé. La rapidité de la chute des présidents Ben Ali et Moubarak constitue des cas d'école pour le pouvoir nord-coréen, confronté à une grave situation alimentaire qui l'a poussé, fait rare, à demander une aide internationale d'urgence. Toutefois, à la différence des populations tunisienne et égyptienne, la population nord-coréenne, laminée par la propagande, l'omniprésence des services de sécurité et une sous-nutrition chronique, ne paraît pas susceptible de se soulever... Alors qu'il verrouille au plan interne, le pouvoir nord-coréen s'en tient à sa stratégie habituelle de souffler le chaud et le froid au plan externe. Tout en se disant prêt à dialoguer, il est moins que jamais disposé à abandonner ses capacités nucléaires. L'exemple libyen n'a pu que le conforter dans ce choix.

Kim Jong-il a vu dans l'intervention en Libye et la fin violente du colonel Kadhafi un exemple potentiel du traitement qui pourrait lui être réservé (2) à lui et à sa famille, mais aussi l'aveuglement d'une politique étrangère libyenne qui s'était engagée dans la dénucléarisation. La leçon retirée sur-le-champ par les stratèges nord-coréens a été de ne pas baisser la garde et de poursuivre le développement de leurs programmes d'armes de destruction massive, considérées comme seules garanties de sécurité du régime (3).

Fin 2011, Pyongyang n'a pu que constater la réduction de son espace régional et international. Dans son environnement proche, le maintien de la pression militaire américano-sud-coréenne depuis 2010 s'est traduit par la mise en œuvre régulière d'exercices d'entraînement d'ampleur et un rappo-

(2) «Gadhafi's death is bad news for North Korea», *The Chosun Ilbo*, 16 nov. 2011.

(3) Ruediger FRANCK, «Libyan lessons for North Korea: a case of déjà vu», *Foreign Affairs*, 21 mars 2011.

chement stratégique entre Washington et ses deux principaux alliés asiatiques japonais et sud-coréen. De plus, la Corée du Nord a perdu des partenaires de longue date avec lesquels elle poursuivait une coopération de défense étroite (ventes d'équipements aériens et de missiles) et a vu se tarir une source appréciable de devises. L'accélération des troubles que connaît la Syrie et la mise en danger du régime de Bachar el Assad porteraient un autre coup au réseau de soutien étranger de Pyongyang et le priveraient d'un débouché important pour son industrie d'armement, les deux pays ayant même tenté de s'engager dans une coopération nucléaire. Le Yémen lui-même, autre client important, connaît émeutes et troubles populaires et les jours du président Saleh sont comptés. Le rapprochement inopiné entre les États-Unis et la Birmanie, avec laquelle Pyongyang entretenait une intense coopération militaire, est perçu comme un nouveau revers, tant diplomatique que commercial. Toutefois, si le champ des clients étatiques soucieux d'acquérir de la technologie et des savoir-faire balistiques et nucléaires se réduit, la menace de prolifération d'armes de destruction massive d'origine nord-coréenne reste entière. Pyongyang ne sera pas en peine de poursuivre sa coopération illicite avec l'Iran et n'hésitera pas non plus à se tourner vers des acteurs non étatiques.

Au final, l'observation des révoltes arabes et de la crise syrienne ne tendent qu'à renforcer la mentalité de «citadelle assiégée» du régime nord-coréen et son sentiment d'insécurité récurrent, tout en le confortant dangereusement dans sa perception que la possession de l'arme nucléaire est seule à même d'assurer sa survie. Dans le contexte récent créé par la mise en place du plus jeune fils et héritier de Kim Jong-il, une nouvelle provocation nord-coréenne n'est pas à exclure, le régime restant soucieux de faire étalage de sa puissance et de saluer l'avènement de la troisième génération de la famille Kim à la tête de la Corée du Nord. Les commémorations en 2012 du centenaire de Kim Il-sung, père-fondateur du pays et âme de la résistance aux Japonais, pourraient fournir le prétexte d'une démonstration de force du nouveau pouvoir, par le biais d'un tir de missile à longue portée ou la réalisation d'un troisième essai nucléaire.

LE VERROUILLAGE DU RÉGIME FACE AU DANGER DE CRISE INTERNE

En Asie, l'organisation socio-politique de systèmes post-communistes à économie de marché, comme la Chine et le Vietnam, ou post-autoritaires, comme la Birmanie, ne témoigne pas d'un degré de coercition aussi élevé que celui observé en Corée du Nord. Au demeurant, la junte birmane elle-même a compris qu'il lui fallait évoluer pour durer; après des élections sous contrôle en novembre 2010, elle s'est dotée d'un parlement «civil» qui a élu le premier Président de la République de l'Union du Myanmar. La Corée

du Nord maintient l'option inverse : la nature du régime reste totalitaire, c'est-à-dire basée sur une personnalisation extrême du pouvoir – le culte du Suryong ou Leader suprême (4) –, la répression, l'usage de la terreur à grande échelle et la mobilisation des foules.

Il existe cependant des velléités de contestation. Le régime nord-coréen a déjà eu à faire face à des mouvements de foule sporadiques. Liées à la dégradation continue des conditions de vie de la population, ces manifestations, vite réprimées (5), s'apparentent à des « émeutes de la faim ». Elles ont notamment fait suite aux réformes économiques avortées du régime, en 2002 et 2009, qui ont entraîné le développement des marchés noirs sans pour autant réduire la pénurie alimentaire dont souffre le pays. Sur ce point, le rapport des agences onusiennes (PAM, FAO, UNICEF) publié fin mars 2011 mentionnait une situation préoccupante. Sur le million de tonnes d'aide alimentaire d'urgence dont la Corée du Nord a besoin, elles ne pouvaient en fournir que 400 000. Le système de distribution publique de nourriture périclité depuis plus de dix ans et l'agriculture souffre de conditions météorologiques particulièrement difficiles. En octobre 2011, après une visite dans le pays, Valérie Amos, secrétaire générale adjointe pour la Coordination des affaires humanitaires aux Nations Unies, estimait que six millions de Nord-Coréens nécessitaient une aide alimentaire d'urgence (6).

La « société civile » nord-coréenne reste embryonnaire, avec une faible possibilité d'ouverture sur l'extérieur. La nature intrinsèquement policière du système politique du pays, le niveau de propagande auquel la population est continuellement soumise et son isolement diffèrent profondément des régimes arabes, aux populations jeunes, éduquées, ayant pour la plupart accès aux nouvelles technologies. On notera que, de tous les États étrangers possédant des ressortissants en Libye, la Corée du Nord est le seul à avoir « abandonné » ses 200 nationaux, sachant que la Chine aurait pu les intégrer sans peine dans les opérations d'évacuation qu'elle a menées au profit de ses citoyens. L'explication tiendrait à ce que le régime craint, sur son propre sol, un effet de contagion de la situation libyenne au regard des témoignages potentiels de ces ressortissants.

L'introduction du téléphone portable en Corée du Nord, fin 2008, par une société de télécommunications égyptienne, Orascom, a généré un véritable engouement à Pyongyang, mais tout porte à croire que les 450 000 abonnés recensés appartiennent au cercle privilégié du régime et résident majoritairement dans la capitale. Ce sont vraisemblablement les mêmes qui peuvent se procurer des ordinateurs. Jusqu'ici, l'usage du téléphone mobile, princi-

(4) Le pays compterait 35 000 statues de Kim Il-sung, premier dirigeant de la République populaire et démocratique de Corée, père du défunt leader Kim Jong-il et qui porte le titre de « Président éternel ».

(5) Les 3 000 fermes collectives du pays sont gardées par l'armée, ce qui permet de maintenir un contrôle étroit du travail réalisé et permet à l'armée de prélever sa part sur les récoltes.

(6) Aidan FOSTER-CARTER, « North Koreans : still hungry, who cares? », *Asia Times*, 4 mars 2011 ; dépêche AFP, 10 oct. 2011.

palement d'origine chinoise, était retreint à la zone frontalière et concernait soit des trafiquants, soit de rares réfugiés pris en charge par des réseaux évangéliques. De la même façon, le réseau Internet nord-coréen apparaît limité et ne permet guère de « cyber-dissidence ». Contrairement aux exemples chinois, cubain ou iranien, les bureaucrates et les milieux étudiants nord-coréens n'ont pas accès à des réseaux sociaux de type *Facebook* ou *Twitter*. Pour étayer leurs recherches, les fonctionnaires et les étudiants sont assujettis à un intranet, apparemment limité à quelques organismes publics de la capitale. De plus, si des postes de radio d'origine chinoise circulent sous le manteau et permettent de capter, à grands risques, *Radio Free Asia*, le citoyen ordinaire n'a pas accès à la télévision par satellite et la radio nationale est bloquée sur une seule fréquence. Toutefois, le marché noir en provenance de Chine se développe en introduisant des équipements multimédias (postes radios, lecteurs de DVD et DVD) (7).

Etant donné le niveau de contrôle et d'enfermement de la population nord-coréenne, toute contestation potentielle ne peut se développer qu'avec l'aide de l'extérieur, si on exclut l'hypothèse d'une « révolution de palais » qui chercherait à tirer parti de la période de consolidation du pouvoir autour du jeune Kim Jong-eun. Même si des rumeurs récurrentes de soulèvements populaires confirment un climat d'instabilité sociale, le schéma d'un effondrement interne du régime nord-coréen dû à la montée d'une contestation de masse ne semble pas d'actualité (8). D'autant que la capacité de « pénétration » des idées de l'extérieur reste faible, pour des raisons tant structurelles qu'idéologiques. Le régime maintient la population dans un état de mobilisation quasi guerrière et diabolise à l'excès les États-Unis, la Corée du Sud ou le Japon, responsables de toutes les privations subies (9). L'augmentation du phénomène de réfugiés et de migrants vers la Chine, entamée depuis les années 1990, contribue cependant à une lente érosion du système en le confrontant au mode de vie à la chinoise. A ce jour, la Corée du Sud a accueilli 22 000 réfugiés nord-coréens. Le président sud-coréen Lee, ulcéré par la quasi-impunité de Pyongyang après les provocations militaires répétées de l'année 2010, a pris la décision de ne plus interdire l'action d'ONG à vocation humanitaire ou de groupes religieux activistes qui tentent d'établir des contacts avec une partie de la population nord-coréenne. Leurs initiatives sont diverses : envoi de tracts et de bibles de l'autre côté de la frontière, recueil de réfugiés nord-coréens, le plus souvent

(7) Peter BECK, « North Korea's radio waves of resistance », *Wall Street Journal*, 16 avr. 2010.

(8) Un soulèvement soudain et violent, à l'image de la révolution roumaine de 1989, est pour l'instant à exclure : certains cadres du PC roumain n'avaient pas hésité à critiquer publiquement la gestion économique du président Ceausescu et la contestation roumaine s'inscrivait dans un mouvement plus vaste, mettant en cause d'autres régimes proches, ce que les Roumains avaient tout le loisir d'observer.

(9) Andrei LANKOV, « Telling the subversive truth », *The Korean Journal of Defense Analysis*, Séoul, mars 2011, pp. 22-26. Cf. également la captivante étude réalisée par Stephan HAGGARD / Marcus NOLAND, « Political attitudes under repression : evidence from North Korean refugees », East West Center, Honolulu, mars 2010.

du côté chinois de la frontière. On estime entre 15 et 20 000 le nombre de réfugiés nord-coréens «présents» au sein de la préfecture autonome de Yanbian, dont la population est à 50 % d'origine coréenne. Des campagnes de lâcher de ballons se développent, transportant nourriture, argent, médicament et messages politiques. Toutefois, ces initiatives, qualifiées de «guerre psychologique» par Pyongyang, n'ont pour l'instant qu'une portée relative, quoiqu'elles pourraient à terme, si elles étaient organisées, constituer une réelle menace et aider à préparer progressivement les esprits à une société post-dynastie des Kim (10).

UNE «CRISE NUCLÉAIRE» HABILLEMENT INSTRUMENTALISÉE

Pyongyang n'a pas eu de mots assez forts pour dénoncer l'intervention militaire en Libye, ni pour critiquer une pratique diplomatique américaine qui consisterait à «désarmer» les États, visant clairement les discussions sur sa propre dénucléarisation entamées à travers le mécanisme des Pourparlers à six. Si le «modèle libyen» de normalisation internationale cautionné par le renoncement, dûment vérifié, à l'arme nucléaire n'a pu qu'affaiblir les capacités défensives du régime de Kadhafi, les leçons à en tirer sont claires pour le pouvoir nord-coréen, dont le principal slogan reste «l'armée en premier». Dès lors, Pyongyang ne peut envisager que continuer dans sa logique du rapport de forces et pourrait être tenté par une nouvelle escalade militaire, dont le gouvernement conservateur sud-coréen craint de faire une nouvelle fois les frais en 2012.

Au demeurant, selon les autorités nord-coréennes, l'exemple libyen n'est que la confirmation que, comme dans le cas de l'Union soviétique de Gorbatchev ou celui de l'Iraq de Saddam Hussein, la faiblesse militaire est source d'abaissement national et conduit inexorablement à la déroute de puissances qui n'ont pas su ou pu maintenir un effort de défense soutenu. Dans le contexte d'une modernisation accélérée de l'outil militaire chinois qu'il observe avec intérêt et alors que son budget militaire avoisine les 9 milliards de dollars, le nouveau dirigeant nord-coréen ne peut qu'envisager de poursuivre l'effort décidé par son père sur le long terme, quel qu'en soit le coût humain.

Tout en confortant le choix du régime de s'engager dans le développement de programmes d'armes de destruction massive (nucléaire, balistique et chimique), l'observation des crises libyenne et syrienne devraient inciter Kim Jong-eun à s'appuyer davantage sur l'institution militaire afin de consolider sa prise de pouvoir et d'établir son autorité sur la vieille garde des généraux, qu'on dit très conservatrice et partisane d'une diplomatie du «coup de force» international. Le poids politique et économique de l'armée

(10) Andrei LANKOV, *op. cit.*, pp. 29-33.

n'a d'ailleurs fait que croître ces dernières années. Avec des effectifs de l'ordre de 1,9 million, l'armée représente 5 % de la population et apparaît comme l'institution la mieux organisée; n'étant pas rétribuée, elle a pris l'habitude de vivre de trafics dont elle fait profiter le pouvoir. Alors que les bénéfices provenant de la vente d'équipements militaires (notamment les missiles) ont été touchés par les sanctions prises après les essais nucléaires de 2006 et 2009 et le seront par la perte de certains marchés arabes, l'armée s'est engagée dans différentes opérations lucratives. Elle est notamment à la tête d'un important trafic de méta-amphétamines qui tend à inquiéter Pékin dont les provinces du Nord sont touchées. De plus, c'est elle qui servirait d'intermédiaire dans la vente de ressources minières à des sociétés chinoises (11).

L'état d'avancement des programmes nucléaires nord-coréens n'est pas exempt d'ambiguïté (12). Le pays aurait produit assez de plutonium pour disposer de 6 à 10 engins nucléaires. Il faut en outre désormais compter avec un programme d'enrichissement d'uranium susceptible de fournir également des armes. Outre le nucléaire, le régime nord-coréen entend également s'appuyer sur ses capacités balistiques. Il n'a pu qu'enregistrer avec satisfaction les propos de l'ancien Secrétaire américain à la défense, Robert Gates, lors de la visite de ce dernier à Pékin en janvier 2011, concernant la menace directe que représentaient pour les Etats-Unis les missiles balistiques intercontinentaux de Pyongyang à l'horizon de cinq ans. Le fait d'être pris au sérieux par Washington est un élément de fierté pour le régime, dont l'obsession est de traiter d'égal à égal avec la première puissance mondiale. Les crises militaires de 2010 n'auraient pas eu d'autres buts et inciteraient de surcroît à prendre en compte l'hypothèse de la préparation à ses futures responsabilités d'un dauphin qui voulait s'affirmer et établir son autorité. Pour autant, le régime estime que l'effet dissuasif de son arsenal nucléaire lui permet de tenir les Etats-Unis à distance et lui confère un levier dont il use habilement dans les négociations. De plus, le pouvoir nord-coréen n'hésite pas à brandir la menace d'un recours à des frappes nucléaires en temps de crise dans l'optique d'une stratégie anti-cités contre les principales villes sud-coréennes et japonaises, sans omettre d'évoquer la cible que représentent les forces militaires américaines basées de l'autre côté de la zone démilitarisée. Ces dernières se trouvent déjà, comme la capitale Séoul, à portée de tir de l'artillerie nord-coréenne.

(11) Blaine HARDEN, «In North Korea the military now issues economic orders», *The Washington Post*, 3 nov. 2009.

(12) Bruce . BENNETT, «Uncertainties in the North Korean nuclear threat», Rand, Santa Monica, 2010, pp. 7-11.

UN RÉALIGNEMENT RÉGIONAL,
REFLET DES TENSIONS SINO-AMÉRICAINES

La montée des tensions sino-américaines et la cristallisation régionale sur la détérioration de la situation en mer de Chine méridionale ont contribué à faire de la crise nucléaire nord-coréenne une variable d'ajustement de la relation entre Washington et Pékin. Les efforts de médiation et l'activisme économique déployé par Pékin ont renforcé la vision d'un régime chinois tirant habilement bénéfice de la politique d'embargo occidentale à l'égard de la Corée du Nord pour vassaliser totalement cette dernière. Le cadre des Pourparlers à six a mis en relief la mutation de la politique coréenne de Pékin. Le rapprochement très net observé avec le régime nord-coréen en dépit d'un deuxième essai nucléaire en 2009 a eu pour corollaire une prise de distance marquée vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon. Ces deux pays restent avant tout perçus comme des alliés des Etats-Unis, dans un contexte où Washington n'a cessé d'insister sur son identité asiatique et l'importance de l'Asie-Pacifique pour la politique étrangère américaine, mais aussi de mettre en avant son rôle de garant de la sécurité et de la stabilité régionale (13).

La détérioration de la santé, puis la disparition brutale du «Cher Dirigeant» nord-coréen, avec la mise en place d'une succession collégiale organisée autour de son fils Kim Jong-eun, ont incité la Chine à revoir sa stratégie d'approche globale de la question nord-coréenne. Plus que la dénucléarisation, la stabilité de son voisin du Nord demeure un objectif prioritaire pour Pékin, qui souhaite conserver le confort stratégique d'une zone-tampon et ne veut pas à sa porte de désordres qui pourraient déborder sur son territoire (14). Dans cette optique, depuis le déclenchement de la crise nucléaire en 2002, la Chine s'est efforcée de remplir un rôle de «bons offices» au sein des Pourparlers à six, même si la bilatéralisation des discussions entre Pyongyang et Washington à partir de 2007 a pu lui déplaire. Toutefois, depuis 2008, peu soucieuse d'endosser la ligne ferme suivie par l'administration Obama, Pékin a choisi de «temporiser». Sur le fond, les autorités chinoises ne peuvent accepter une Corée du Nord nucléarisée, facteur potentiel de course aux armements régionale (problématique de la nucléarisation du Japon et de la Corée du Sud, voire de Taïwan, extension de la défense antimissiles balistiques américaine en Asie). On comprend donc qu'elles aient voté en faveur des sanctions après les essais nord-coréens de 2006 et 2009. Le récent revirement chinois en faveur de Pyongyang est dû au fait que, confortée dans son statut de nouvelle puissance, la Chine refuse de se

(13) Hillary CLINTON, «America's Pacific century», *Foreign Policy*, nov. 2011.

(14) Scott SNYDER, «Instability in North Korea and its impact on US-China relations», in Paul STARES (dir.), «Managing instability on China's periphery», Rapport du Council on Foreign Relations, Washington, sept. 2011, pp. 11-22.

retrouver dans la situation de servir les intérêts stratégiques américains en Asie. Elle n'entend pas contribuer à affaiblir un allié utile, dont les capacités de nuisance l'aident à « paralyser » la politique américaine en Asie du Nord-Est et l'alliance de sécurité de Washington avec Séoul et Tokyo. En dépit des aléas de la relation sino-nord-coréenne, le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé en 1961 entre les deux pays est toujours en vigueur. Selon ses termes, une assistance militaire est due par l'un des deux partenaires en cas d'attaque par une tierce partie contre l'un d'entre eux.

De plus, à la faveur de la crise nucléaire et des sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies (15), la dépendance économique de la Corée du Nord vis-à-vis de la Chine s'est accentuée, créant une interdépendance que Pékin exploite utilement en obtenant de Pyongyang des concessions d'exploitation, dont celle du port de Rajin Sobong ouvrant sur la mer de l'Est, ainsi que des contrats de construction d'infrastructures terrestres (16). Le commerce bilatéral entre les deux pays n'a cessé de croître. La Chine continue à fournir 50 000 tonnes de pétrole par mois à Pyongyang. Son soutien alimentaire est tout aussi important que son soutien énergétique. Le volume et la continuité de cet effort ne s'expliquent pas uniquement par le souci des autorités chinoises de prévenir un effondrement brutal du régime qui se traduirait par de vastes mouvements migratoires dans un contexte d'urgence humanitaire. La Chine redoute désormais toute intervention étrangère qui pourrait s'appuyer sur la menace représentée par la lutte pour le pouvoir de factions rivales – technocrates contre militaires – au cœur du pouvoir nord-coréen, sachant que celles-là pourraient disposer d'armes de destruction massives. Une réunification de la péninsule orchestrée par les Etats-Unis pour prévenir la menace d'un chaos régional ou d'un conflit potentiellement nucléaire mettant à mal l'Asie du Nord est un autre scénario que la Chine s'emploie activement à neutraliser, en maintenant coûte que coûte sur les rails les Pourparlers à six, dont les Nord-Coréens se sont retirés depuis avril 2009.

Face à ce qui pourrait constituer les prémices d'une « révolution de jasmin » asiatique, la Chine et la Corée du Nord partagent le même objectif idéologique, qui est de limiter, à quelque prix que ce soit, un début de contestation d'un côté comme de l'autre de la frontière et d'éviter tout effet d'entraînement sur le reste du pays. Dans cette optique, leurs forces armées et de sécurité sont averties et solidaires. En effet, la zone frontalière sino-

(15) Le premier tir nord-coréen d'octobre 2006 a été sanctionné par la résolution 1 718 du Conseil de sécurité, qui instaure un régime de sanctions. Le second tir de mai 2009 a fait l'objet de la résolution 1 874, qui instaure un embargo quasi total sur les armes, l'inspection des cargaisons maritimes ou aériennes en provenance ou à destination de la Corée du Nord, ainsi que des restrictions financières.

(16) La Chine s'efforce notamment de reconstruire des infrastructures qui, en désenclavant son Nord-Est, permettent à ses marchandises de toucher la Corée du Sud (par la terre *via* une nouvelle route reliant la ville frontière nord-coréenne de Sinuiju à Pyongyang) et le Japon (par la mer).

nord-coréenne, du fait des mouvements de réfugiés et de leurs soutiens locaux, est la plus susceptible de constituer une aire d'instabilité – on cite la ville de Sinuiju –, qui pourrait essaimer à l'intérieur des deux pays.

En outre, les deux régimes sont nerveux à l'approche de 2012, année de transition politique pour l'un comme pour l'autre. La Chine s'en tient à l'expression d'un nationalisme agressif et surjoue la rivalité stratégique avec les États-Unis. La Corée du Nord, qui entend commémorer avec faste le centenaire de Kim Il-sung, tout en consolidant le statut d'héritier de son petit-fils, a entamé un cycle de purges internes (17).

* *
*

La société nord-coréenne ne dispose d'aucune marge de liberté, octroyée ou volée au régime, lopin de terre en propre, *samizdat* ou accès, même restreint, à l'information, qui permettrait de construire un espace de contestation, même infime. En outre, le clivage est patent entre Pyongyang et le reste du pays, entre le clan familial des Kim et l'élite qui gravite autour et la masse rurale de la population. L'omniprésence des services de sécurité et l'atomisation progressive de la société, où chaque cercle est condamné à des stratégies de survie de court terme, ne font que confirmer le statut d'État totalitaire à l'économie semi-mafieuse qu'est la Corée du Nord. Pour autant, le scénario de l'«effondrement» du régime reste prégnant pour un grand nombre d'analystes (18) en raison des interrogations qui subsistent sur la succession de pouvoir en cours à Pyongyang. Ce qui est en cause n'est pas uniquement l'aptitude du tout nouveau «Leader suprême», Kim Jong-eun, et sa jeunesse que l'impression que la loyauté de la population envers le régime s'est érodée et que la légitimité de la famille Kim, notamment à la troisième génération, est sensiblement entamée. A ce stade, étant donné le marasme économique dans lequel s'enfonce le pays, les perspectives d'un «atterrissage en douceur» (*soft-landing*) qui permettrait une évolution à la chinoise avec en perspective une réunification sur le modèle allemand s'éloigne. *A contrario*, l'accumulation d'incertitudes (politique, économique et nucléaire) fait de plus en plus pencher en faveur de l'option du délitement, progressif ou soudain, avec, en perspective, des interrogations sur l'avenir des armes nucléaires que posséderait le régime. Le scénario du pire pourrait alors voir l'emboîtement de trois crises (nucléaire, populaire et régionale), dont on peut craindre que l'effet cumulatif soit désastreux pour les équilibres stratégiques internationaux.

(17) Sur la relation Chine-Corée du Nord, cf. Valérie NIQUET, «La politique nord-coréenne de la Chine : ambiguïtés et constantes», *Monde chinois*, été 2011, pp. 50-56.

(18) Bruce BENNETT / Jennifer LIND «The security challenges of North Korean collapse», *International Security*, oct. 2011, pp. 84-119.